TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

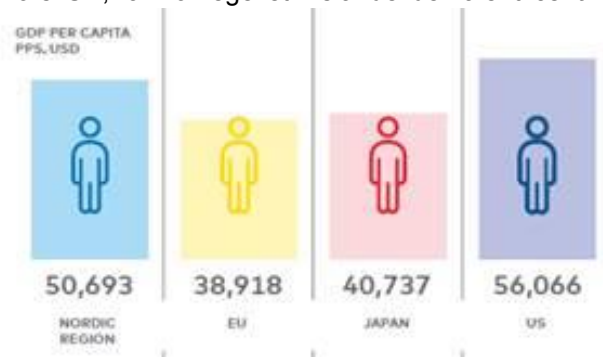
La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 143 du 10 novembre 2017

Pays Nordiques

Croissance. La Commission européenne a publié ses prévisions de croissance de l'automne 2017. Celles-ci confirment la bonne santé des trois Etats Membres de la zone qui affichent tous des prévisions supérieures à 2% en 2017 : 3,2% pour la Suède, 2,3% pour le Danemark et 3,3% pour la Finlande. En 2018, la croissance ralentirait en Suède (2,7%), en Finlande (2,7%) et au Danemark (2,0%). Hors UE, la Norvège et l'Islande devraient continuer d'afficher la croissance la plus faible et la plus élevée de la zone, avec respectivement 1,5% et 4,6% en 2017 (contre 1,6% et 3,1% en 2018).



Pouvoir d'achat. Selon le Conseil nordique, le pays de la zone disposent actuellement d'un pouvoir d'achat par habitant environ 30% supérieur à celui de l'Union européenne dans son ensemble et près de 25% supérieur à celui du Japon. Il reste toutefois inférieur de 10% à celui des Etats-Unis.

Egalité hommes-femmes. Selon le dernier rapport du Forum Economique Mondial pour 2017, s'appuyant sur des comparaisons portant sur les opportunités économiques (salaires, fonctions managériales, etc.), la politique (représentativité), la santé (espérance de vie) et l'éducation (niveau d'enseignement), les pays nordiques sont la zone la plus égalitaire. Parmi les 144 pays étudiés, l'Islande est première du classement pour la neuvième année consécutive (notamment grâce aux critères politiques), cette fois devant la Norvège et la Finlande. La Suède occupe, pour sa part, la 5ème place, alors que le Danemark est 14ème.

Vinci Energies. Vinci renforce sa présence dans la zone nordique après les acquisitions en novembre 2017 d'Infratek (éclairage public et systèmes dédiés au transport ferroviaire) et d'Eitech, spécialiste suédois des travaux électriques et de l'ingénierie. Infratek, dont le siège est en Norvège, compte au total 1 350 salariés (CA de 300M€) et de nombreuses implantations dans la zone : Infratek AS, Infratek Norge AS, Infratek Elsikkerhet AS, Infratek Sverige AB, Infratek Finland Oy et Pohjolan Werkonrakennus OY. Eitech réalise pour sa part un CA de 200M€ et compte 1 200 collaborateurs. Grace à ces deux acquisitions, Vinci Energies devient l'un des groupes français les plus présents de la zone avec un CA global de 650M€ et 3 500 employés.

Danemark

Fonds de pension. Selon le quotidien *Berlingske*, l'étude « *Pension Markets in Focus, 2017 edition* » réalisée par l'OCDE confirme que le Danemark présente le ratio actifs des fonds de pension rapportés au PIB le plus élevé de tous les pays de l'OCDE ainsi que le rythme de croissance des actifs le plus rapide : ils représentaient en 2006 136% du PIB danois et 209% en 2016 (pour un total de 4,315 Mds DKK, soit 580M€).

Plan Juncker. D'après le quotidien *Jyllands – Posten*, le Danemark occupe la 24ème place sur 28 des bénéficiaires du Plan d'investissement pour l'Europe rapporté au PIB. Seuls Chypre, Malte, le Luxembourg et la Roumanie ont moins bénéficié de ces fonds européens. A titre de comparaison, la Finlande et la Suède se trouvent respectivement en 7ème et 15ème place parmi les bénéficiaires. L'objectif du « Plan Juncker » (315 Mds€) est d'accélérer l'investissement des PME, ainsi que le financement de projets d'infrastructures dans l'UE. Sa possible extension suscite une polémique au Danemark au regard de la faiblesse des projets financés dans le pays.

Finlande

Négociations salariales. Les négociations salariales par branche ont abouti dans le secteur des industries technologiques et métallurgiques. L'accord prévoit une augmentation de 1,6% (1,1 % pour l'ensemble de la branche plus 0,5 % de flexibilité au niveau local) en 2018, et 1,6% (dont 0,9 % pour l'ensemble et 0,7 % au niveau local) en 2019, soit un total de 3,2 % sur deux ans. Les bas salaires pourraient bénéficier de 2 points supplémentaires. Ce schéma, qui devrait en principe servir de référence pour les négociations à venir dans les industries non exportatrices, permettrait de dégager des gains de compétitivité-coût pour les exportations finlandaises. Devraient également s'associer à cet accord l'industrie chimique et les industries électriques, pour lesquelles les discussions sont toutefois

plus conflictuelles. S'agissant du secteur bois-papier, la négociation d'une nouvelle convention salariale a été reportée faute d'accord.

Avenir de l'UEM. Le gouvernement finlandais a publié le 13 octobre sa position sur l'évolution de la gouvernance de l'UEM. Il met l'accent sur le rôle central que doit jouer la discipline des marchés financiers, la responsabilité des investisseurs et des Etats-membres. Afin de renforcer ce rôle, il est favorable à la mise en place de mécanismes de restructuration des dettes souveraines, ce qui prendra toutefois du temps compte tenu du niveau de l'endettement de certains états et de l'exposition de certaines banques aux dettes souveraines. De la même façon, le gouvernement de Juha Sipilä considère qu'il sera possible de mettre en œuvre un mécanisme européen de garantie des dépôts lorsque le niveau de risques auquel est actuellement exposé le secteur bancaire sera significativement réduit. En revanche, il déclare son opposition aux réformes qui augmenteraient la solidarité financière entre Etats-membres ainsi qu'à la création de nouveaux outils ou institutions spécifiques à la zone euro, tels qu'un système européen d'assurance chômage, un budget de la zone euro ou un ministre des finances de la zone euro.

FMI. Les conclusions de la dernière mission du FMI ont été publiées le 1er novembre. L'affermissement de la croissance est confirmé (prévision de +2,8% en 2017 et +2,3 en 2018). Le marché du travail reste toutefois trop peu flexible du point de vue de l'institution internationale, ce qui se traduit par la persistance d'un chômage relativement élevé malgré la reprise (8,7% de la population active en septembre). Des mesures pour accroître la mobilité des travailleurs et l'emploi des femmes sont recommandées ainsi que la mise en œuvre de la réforme des services sociaux et de santé.

Prime à la casse. Un projet de loi relatif à un système d'incitations au remplacement des véhicules anciens par de nouvelles automobiles propres a été présenté au Parlement finlandais le 26 octobre dernier. Du 1er janvier au 31 août 2018, une prime à la casse de 1 000 euros serait accordée pour l'achat d'un véhicule dont les émissions de CO^2 sont inférieures à 110 g/km. Cette prime passerait à 2 000 euros pour l'achat d'une automobile électrique ou fonctionnant à l'éthanol ou au biogaz.

Taxes sur l'alcool. Les taxes sur l'alcool devraient être augmentées en 2018 d'environ 5% (alcools forts) à plus de 10% (bières), selon un projet de loi déposé le 8 novembre.

Islande

Elections législatives. La formation d'une nouvelle coalition gouvernementale suite aux élections législatives du 28 Octobre domine l'actualité en Islande. L'électorat, très fragmenté, a élu un nombre record de huit partis au Parlement : le Parti de l'Indépendance, toujours en première position (16 sièges), perd 5 sièges, la Gauche Verte a reçu un soutien moins important que prévu (11 sièges), l'Alliance Sociale-Démocrate se renforce (7 sièges), le Parti du Progrès conserve ses 8 sièges, les Pirates et Redressement restent au Parlement avec 6 élus pour le premier et 4 pour le second. Le recul des partis de l'ancienne coalition gouvernementale a surtout bénéficié aux deux partis récemment formés et qualifiés de « populistes » en Islande : le Parti du Peuple et le Parti du Centre, dirigé par Sigmundur Davíð Gunnlaugsson, ancien Premier Ministre impliqué dans le scandale des Panama Papers. Ces élections sont aussi marquées par une baisse importante de la proportion de femmes élues au Parlement, qui passe de 47,6% à 36,5%, alors que l'Islande figure en tête du dernier classement sur l'égalité entre les sexes du Forum Economique Mondial, notamment grâce à la forte participation des femmes en politique.

Immobilier. La croissance des prix immobiliers dans la région capitale islandaise continue de ralentir d'après le dernier rapport de *Íbúðalánasjóður*, l'autorité gouvernementale islandaise en charge d'appliquer les politiques de logement. En septembre 2017, 72% des appartements de la capitale étaient vendus en-dessous du prix demandé, contre 54% en avril dernier. En parallèle, le marché de la location se développe : 17% de la population islandaise vivrait actuellement dans un appartement loué, une proportion qui devrait passer à 19% dans les six prochains mois.

Norvège

Pétrole. Le groupe Statoil a de nouveau abaissé ses prévisions d'investissement, après la publication de résultats inférieurs aux attentes pour le troisième trimestre. La perte nette enregistrée sur la période de juillet à septembre 2017 s'élève à 480 M$ (414 M€) contre 432 M$ (373 M€) sur la même période en 2016. Le géant énergétique prévoit désormais d'investir seulement environ 10 Mds$ (8,6 Mds€) cette année contre 11 Mds$ (9,5 Mds€) dans ses prévisions antérieures. Les compagnies pétrolières ont nettement réduit leurs investissements ces dernières années, annulant ou différant certains projets et contraignant les entreprises du secteur parapétrolier à réduire leurs coûts.

Immobilier. Les prix de l'immobilier ont reculé de 2,8% en un an à Oslo, et ce phénomène est observé dans l'ensemble du pays (-0,7% en octobre). La vente de logements neufs a, quant à elle, enregistré une chute de 71% par rapport à l'an dernier dans la capitale. Øystein Olsen, directeur de la banque centrale de Norvège, identifie trois causes de cette évolution : une baisse naturelle et souhaitable après une surchauffe du marché de l'immobilier ; le nombre de logements en construction serait désormais plus élevé que la hausse du nombre de ménages ; enfin, les restrictions encadrant les emprunts immobiliers auraient permis un rééquilibrage du marché. Ces restrictions temporaires, arrivant théoriquement à terme en juin 2018 pourraient être prolongées.

Aide publique au développement. Le dernier rapport de coopération au développement de l'OCDE montre que les aides publiques au développement (APD) versées par la Norvège aux pays les moins développés avaient baissé de manière régulière ces dernières années. A la différence de ses voisins nordiques, la Norvège ne figurerait plus parmi les dix pays les plus généreux. Alors que 30% de l'APD norvégienne était destinée aux pays les moins développés en 2011, cette part n'était plus que de 22,3% en 2015, soit un niveau inférieur à la moyenne des trente principaux pays donateurs (24,3%). La part de l'APD allouée aux pays africains serait passée de 26% en 2013 à 20% en 2016.

Paradise Papers. D'après les révélations des Paradise papers, le Fonds pétrolier norvégien a des participations dans l'entreprise d'extraction minière Glencore, mentionnée dans les enquêtes des journalistes. Le sujet suscite une polémique en Norvège dans la mesure où le Fonds ne respecterait pas ses propres règles éthiques, qui interdisent la participation dans des entreprises violant les droits de l'Homme, employant des enfants, pratiquant la corruption, ou dont l'activité est particulièrement nuisible à l'environnement.

Suède

Immobilier (1). Le nombre d'annonces immobilières qui auraient subi des baisses de prix dans le pays serait en hausse de plus de 200% par rapport à 2016 (août-octobre), et les agents immobiliers les plus alarmistes estiment qu'il ne s'agit pas d'une simple correction mais de l'amorce d'une baisse de prix qui pourrait aller de 10 à 15% dans la capitaleD'après l'institut statistique national, SCB, les prix restent orientés à la hausse sur un an dans les 21 régions de Suède à fin octobre, mais seulement dans 15 d'entre elles par rapport au mois précédent.

Immobilier (2). 9 communes suédoises sur 10 accusent un déficit de logements, à savoir 265 sur les 290 communes du pays. 34 communes ont une offre qui répond à la demande et une seule commune (Övertorneå, dans le nord à la frontière avec la Finlande) dispose d'un parc comprenant des logements vacants. En dépit des aides que propose l'Etat pour accélérer la construction d'appartements en location, 219 communes (plus de 75%) estiment qu'elles afficheront toujours un déficit de logement dans trois ans. Un taux de construction parmi les plus faibles de l'UE pendant de nombreuses années, un coût très élevé des terrains, des délais de planification particulièrement lents en raison notamment des exigences des communes dans le cadre des plans d'aménagements détaillés (*detaljplan*) ainsi que les recours devant les tribunaux environnementaux sont mis en avant pour expliquer le déficit d'offre. L'encadrement des loyers explique aussi le manque d'incitation de certains entrepreneurs à construire ce type de logements. Ces derniers privilégieraient la construction de bureaux commerciaux et de centres commerciaux ou d'appartements en copropriété.

Crédit. Selon la Banque de Suède, le recours au crédit reste dynamique avec une progression de 7,1% sur un an fin septembre. Les crédits aux ménages ont augmenté de 263 Mds SEK (plus de 27Md€) en un an et représente désormais 3 740 MdsSEK d'encours (près de 400Mds€, soit 85% du PIB suédois), dont 82% concernent des crédits immobiliers. Cette progression est à l'origine d'une polémique sur les risques liés à la progression de l'endettement des ménages en termes de stabilité financière, dans un contexte marqué par un début de décélération des prix immobiliers, notamment à Stockholm.

Retraite. Le gouvernement de Stefan Löfven souhaite proposer un amendement à la législation en place qui, s'il est adopté par le Riksdag après les élections de septembre 2018, ferait passer l'âge minimum de départ à la retraite de 61 à 63 ans. Dans le même temps, le gouvernement propose aussi de revoir la loi sur la protection de l'emploi (*Lagen om anställningsskydd*) et de relever l'âge plafond de départ à la retraite de 67 à 69 ans (jusqu'à cet âge il n'est pas possible de licencier un salarié avec pour seul motif son âge). Le système de départ à la carte serait ainsi maintenu, mais l'intervalle porterait non plus sur 61 à 67 ans, mais sur 63 à 69 ans. Ces propositions vont faire l'objet d'une discussion au sein du Parlement afin de rechercher un accord transpartisan sur le sujet. Pour mémoire, la Suède figure déjà avec l'Islande parmi les pays ou l'âge de départ à la retraite est le plus élevé d'Europe.

Commerce extérieur. Les exportations suédoises de biens ont augmenté de 10% au cours des 9 premiers mois de l'année 2017 pour atteindre 956 Mds SEK (environ 100 Mds€), soit la même progression que les importations qui atteignent 959 Mds SEK. La Suède affiche ainsi un déficit de 3 Mds SEK (un peu plus de 300M€) sur les trois premiers trimestres 2017. 59% des exportations suédoises sont à destination de l'UE, alors que 71% des importations en proviennent. Le déficit commercial de la Suède avec l'UE continue de se détériorer et atteint 118 Mds SEK (12,5 Mds€) sur 9 mois (contre 11,8 Mds€ sur 9 mois en 2016).

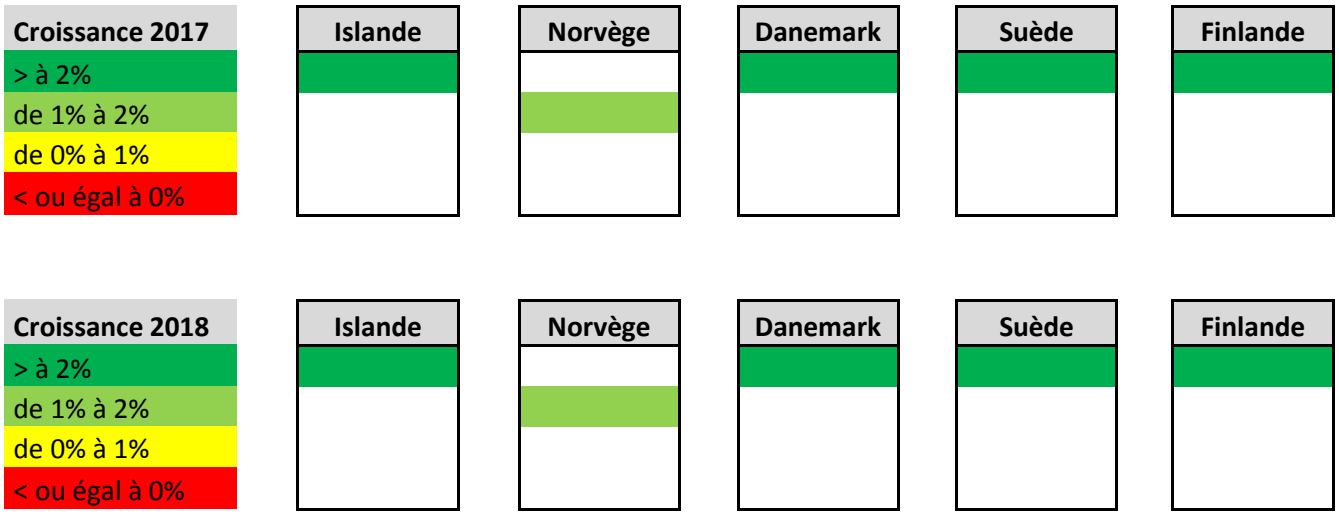
Spotify. Le géant suédois du streaming (présent sur 60 marchés et avec plus de 50 millions d'abonnés payants), concurrent de Deezer et d'Apple Music, a racheté à l'été 2017 la start-up française Niland pour accéder à son moteur de recherche de musique. Les algorithmes de Niland faciliteront la mise en place de liste de recommandations musicales personnalisées aux utilisateurs de Spotify. Le prix de l'acquisition n'a pas été dévoilé.

Biocarburants. L'entreprise forestière et papetière Södra a annoncé un investissement de 11 M€ pour produire du méthanol dans son usine de pâte à papier à Mönsterås. Résidu du procédé industriel, le méthanol est utilisé jusqu'à présent par Södra comme combustible pour produire de l'électricité. L'objectif est de purifier le méthanol pour pouvoir l'incorporer en faible volume dans l'essence, pour produire du biodiesel RME ou encore pour le transport maritime. Selon les analystes, les biocarburants auront un rôle important en Suède pour décarboner le secteur des transports

lourds (poids lourds, avions, navires, etc.), qui présentent un potentiel limité de conversion vers l'électromobilité. Le début de la production (5 500 tonnes) est prévu pour 2019.

Pêche. Le secteur de la pêche de loisir est en plein essor en Suède. Bénéficiant de grandes richesses halieutiques (plus de 100 000 lacs naturels, accès privilégiés à la mer du Nord et à la mer Baltique, 30 000 rivières, etc.), le potentiel de développement de la pêche de loisir et les gains socio-économiques potentiels pour les campagnes restent élevés, selon un rapport de l'Agence suédoise de l'agriculture. Plus de 50% de la population totale de saumons sauvages migrateurs de la mer Baltique se reproduisent dans la rivière suédoise Torne (cercle polaire) et le nombre de cartes de pêche vendues y a doublé entre 2006 et 2016. Environ 15% de la population suédoise pratique aujourd'hui régulièrement la pêche (1,6 million de Suédois), en hausse de 60% depuis 2008. En conséquence, les dépenses totales liées à la pêche augmentent fortement : 1,6 Mds€ en 2015, contre 180 M€ seulement en 2008. Le nombre de touristes étrangers venus pour pêcher en Suède progresse également (800 000 personnes/an), en particulier sur la côte ouest et dans le nord du pays.

1. *Prévisions de croissance pour les pays nordiques*



Source : Commission Européenne, prévisions d'automne (novembre 2017)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	1,5	1,7	2,9	2,1	2,0	2,5	3,1	2,5	-	-
Banque centrale	2,3	1,8	2,1	1,7	1,5	1,1	3,2	2,7	5,2	3,3
Institut stat./conj****.	2,1	2,1	2,9	2,0	1,5	1,9	2,8	2,7	6,0	3,3
Commission*	**2,3**	**2,0**	**3,3**	**2,7**	**1,5**	**1,6**	**3,2**	**2,7**	**4,6**	**3,1**
FMI**	1,9	1,8	2,8	2,3	1,4	1,6	3,1	2,4	5,5	3,3
OCDE***	1,6	2,1	2,0	1,5	1,3	1,5	2,7	2,3	5,3	2,6
SEB	2,3	2,4	2,5	2,2	1,7	1,8	3,2	2,8	-	-
Nordea	2,2	2,0	3,0	2,0	1,9	2,6	3,3	2,6	-	-
Danske Bank	2,4	2,0	2,8	1,8	2,0	2,3	3,1	2,0	-	-

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2017)

** *World Economic Outlook* (octobre 2017)

*** *Perspectives économiques* (juin 2016)

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	-1,2	-1,1	-1,8	-1,2	5,0	3,9	1,0	1,0	-	-
Commission*	**-1,0**	**-1,0**	**-1,4**	**-1,2**	**4,3**	**4,6**	**0,9**	**0,7**	**1,5**	**1,1**
FMI**	-1,0	-0,1	-1,4	-1,2	2,2	2,5	0,7	0,8	3,2	3,4
OCDE***	-0,8	-0,4	-1,7	-1,4	4,1	4,5	1,0	1,0	0,9	1,5

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
Gouvernement	37,6	36,7	62,5	61,9	-	-	39,5	37,3	-	-
Commission*	**36,1**	**35,5**	**62,7**	**62,1**	**34,7**	**34,0**	**39,0**	**36,6**	**35,0**	**32,0**
FMI**	37,8	37,0	63,3	62,6	33,1	33,1	38,8	36,5	41,3	39,0

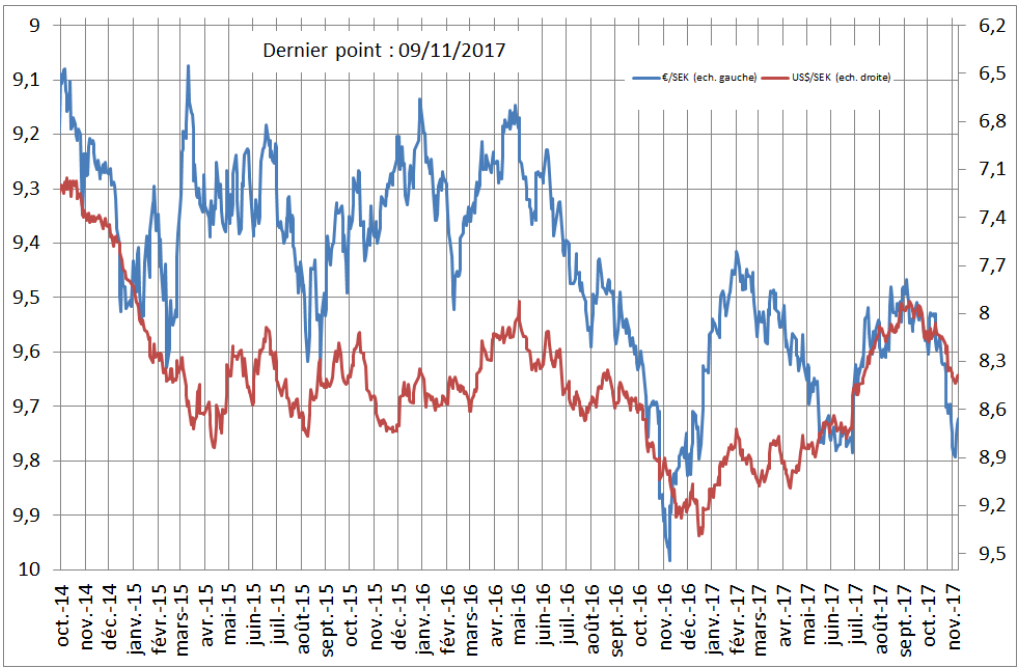
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
inflation (IPCH)*	**1,0**	**1,4**	**0,9**	**1,3**	**2,1**	**2,2**	**1,8**	**1,6**	**1,7**	**2,6**
cons. privée*	**2,3**	**2,5**	**2,0**	**1,8**	**2,4**	**1,9**	**2,4**	**2,5**	**7,5**	**5,4**
chômage (BIT)*	**5,9**	**5,6**	**8,6**	**8,3**	**4,0**	**3,3**	**6,6**	**6,4**	**3,1**	**3,2**

Source :
* *Prévisions d'automne* (novembre 2017)
** *World Economic Outlook* (octobre 2017)
*** *Perspectives économiques* (juin 2017)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

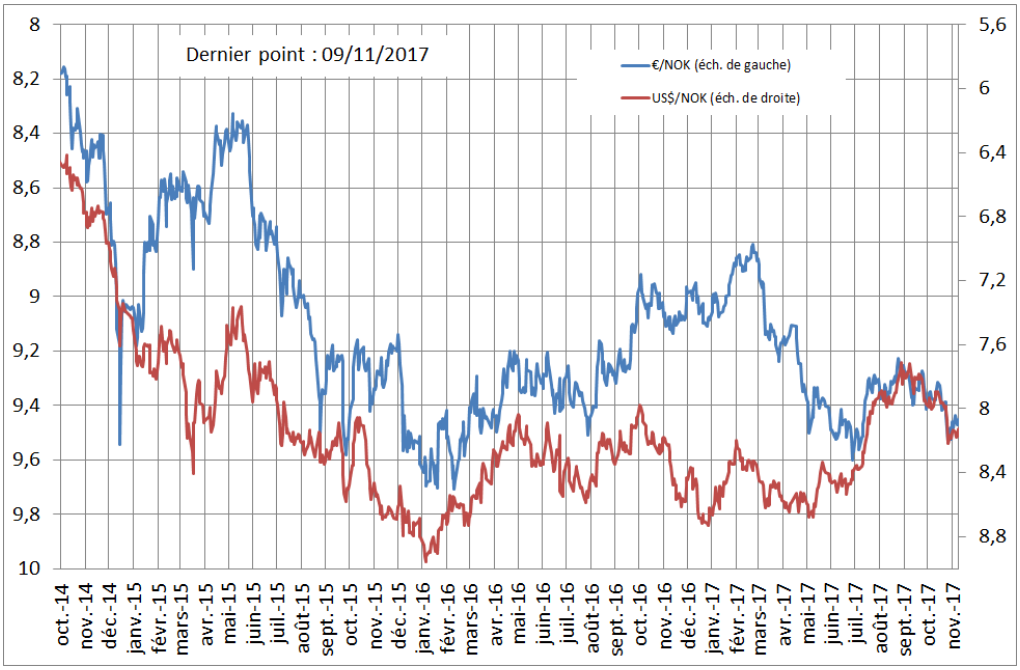
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)
Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)
Service Economique Régional (SER) de Stockholm
Ambassade de France en Suède
Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet), Helsinki (N. Mouy, T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André, M. Voisin).